Journal officiel
de l'Union européenne

FR
Série L

2025/2416

1.12.2025

# DÉCISION (UE) 2025/2416 DU CONSEIL

**du 27 octobre 2025**

**relative à la position à prendre, au nom de l'Union européenne, au sein du comité spécialisé chargé du transport routier institué par l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, en ce qui concerne une liste des catégories, types et niveaux de gravité des infractions graves susceptibles d'aboutir à la perte de l'honorabilité d'un transporteur routier**

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, et notamment son article 91, en liaison avec l'article 218, paragraphe 9,

vu la proposition de la Commission européenne,

considérant ce qui suit:

(1) L'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part (ci-après dénommé «accord de commerce et de coopération»), a été conclu par l'Union en vertu de la décision (UE) 2021/689 du Conseil [1] et est entré en vigueur le 1er mai 2021.

(2) L'article 6 de l'annexe 31, partie A, section 1, de l'accord de commerce et de coopération fixe les conditions détaillées relatives à l'exigence d'honorabilité d'un transporteur routier. En particulier, les paragraphes 2 et 3 dudit article fixent les conditions dans lesquelles les infractions énumérées au paragraphe 1, point b), dudit article, commises par un transporteur sont susceptibles d'aboutir au déclenchement d'une procédure administrative par les autorités compétentes de la Partie d'établissement et à la perte de l'honorabilité. L'appendice 31-A-1-1 de l'annexe 31 établit en outre la liste des sept infractions les plus graves. Lorsqu'un opérateur a encouru une sanction pour l'une de ces infractions, l'autorité compétente de la Partie d'établissement doit mener à bien une procédure administrative.

(3) En vertu de l'article 6, paragraphe 3, de l'annexe 31, partie A, section 1, de l'accord de commerce et de coopération, le comité spécialisé chargé du transport routier institué en vertu de l'article 8, paragraphe 1, point o), dudit accord (ci-après dénommé «comité spécialisé chargé du transport routier»), est habilité à adopter une décision établissant une liste des catégories, types et niveaux de gravité des infractions graves qui, outre celles figurant à l'appendice 31-A-1-1, sont susceptibles d'aboutir à la perte de l'honorabilité.

(4) L'établissement d'une liste commune des infractions à l'accord de commerce et de coopération ou au droit de l'Union ou au droit national relatif aux questions énumérées à l'article 6, paragraphe 1, point b), de l'annexe 31, partie A, section 1, de l'accord de commerce et de coopération permet d'améliorer la mise en œuvre de l'accord de commerce et de coopération dans le secteur du transport routier. Par conséquent, en vertu de l'article 6, paragraphe 3, de l'annexe 31, partie A, section 1, de l'accord de commerce et de coopération, le comité spécialisé chargé du transport routier devrait adopter une décision relative à cette liste.

(5) Il convient donc d'arrêter la position à prendre, au nom de l'Union, au sein du comité spécialisé chargé du transport routier, étant donné que l'acte envisagé sera contraignant pour l'Union.

[1] Décision (UE) 2021/689 du Conseil du 29 avril 2021 relative à la conclusion, au nom de l'Union, de l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part, et de l'accord entre l'Union européenne et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord relatif aux procédures de sécurité pour l'échange d'informations classifiées et leur protection (JO L 149 du 30.4.2021, p. 2, ELI: http://data.europa.eu/eli/dec/2021/689/oj).

(6) Il se peut que les cadres juridiques nationaux doivent être adaptés pour tenir compte de l'introduction des infractions graves supplémentaires contenues dans le projet de décision du comité spécialisé chargé du transport routier joint à la présente décision. En outre, il convient de fixer une date d'application de l'acte envisagé afin de permettre aux deux Parties de convenir des modalités de l'échange d'informations relatives aux infractions graves commises sur le territoire de la Partie autre que la Partie d'établissement conformément à l'article 14, paragraphe 5, de l'annexe 31, partie A, section 1, de l'accord de commerce et de coopération, et de mettre en place ces modalités. Par conséquent, la décision du comité spécialisé chargé du transport routier devrait s'appliquer à partir du 1er décembre 2025.

(7) Il convient que la position de l'Union au sein du comité spécialisé chargé du transport routier soit fondée sur le projet de décision dudit comité joint à la présente décision,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

*Article premier*

La position à prendre, au nom de l'Union, au sein du comité spécialisé chargé du transport routier institué par l'article 8, paragraphe 1, point o), de l'accord commercial et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part (ci-après dénommé «comité spécialisé chargé du transport routier»), en ce qui concerne la liste des catégories, types et niveaux de gravité des infractions graves susceptibles d'aboutir à la perte de l'honorabilité d'un transporteur routier, figure dans le projet de décision du comité spécialisé chargé du transport routier joint à la présente décision.

*Article 2*

La présente décision entre en vigueur le jour de son adoption.

Fait à Luxembourg, le 27 octobre 2025.

*Par le Conseil*

*Le président*

J. JENSEN

PROJET DE

**DÉCISION Nº …/2025 DU COMITÉ SPÉCIALISÉ CHARGÉ DU TRANSPORT ROUTIER INSTITUÉ PAR L'ACCORD DE COMMERCE ET DE COOPÉRATION ENTRE L'UNION EUROPÉENNE ET LA COMMUNAUTÉ EUROPÉENNE DE L'ÉNERGIE ATOMIQUE, D'UNE PART, ET LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD, D'AUTRE PART,**

**du …**

**concernant une liste des catégories, types et niveaux de gravité des infractions graves susceptibles d'aboutir à la perte de l'honorabilité pour un transporteur routier**

LE COMITÉ SPÉCIALISÉ CHARGÉ DU TRANSPORT ROUTIER,

vu l'accord de commerce et de coopération entre l'Union européenne et la Communauté européenne de l'énergie atomique, d'une part, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, d'autre part [1] (ci-après dénommé «accord de commerce et de coopération»), et notamment son article 468, paragraphe 5, et la partie A, section 1, article 6, paragraphe 3, de son annexe 31,

considérant ce qui suit:

(1) L'article 463, paragraphe 1, de l'accord de commerce et de coopération prévoit que les transporteurs routiers effectuant un trajet visé à l'article 462 dudit accord doivent être titulaires d'une licence valable délivrée conformément à l'article 463, paragraphe 2, de l'accord de commerce et de coopération. La partie A, section 1, article 3, point b), de l'annexe 31 de l'accord de commerce et de coopération dispose qu'un transporteur routier doit répondre aux conditions d'honorabilité prévues dans la partie A, section 1, article 6, de l'annexe 31 de l'accord de commerce et de coopération.

(2) L'article 6 de la partie A, section 1, de l'accord de commerce et de coopération fixe les conditions détaillées relatives à l'exigence d'honorabilité applicable à un transporteur routier. En particulier, ses paragraphes 2 et 3 fixent les conditions dans lesquelles les infractions énumérées à son paragraphe 1, point b), commises par un transporteur peuvent amener les autorités compétentes de la Partie d'établissement à engager une procédure administrative et aboutir à la perte de l'honorabilité. L'appendice 31-A-1-1 de l'annexe 31 établit en outre la liste des sept infractions les plus graves qui doivent déclencher une procédure administrative de la part de l'autorité compétente de la Partie d'établissement.

(3) Une liste commune des infractions à l'accord de commerce et de coopération ou au droit de l'Union ou au droit national relatif aux questions énumérées à l'article 6, paragraphe 1, point b), de la partie A, section 1, de l'annexe 31 dudit accord peut améliorer la mise en œuvre de l'accord de commerce et de coopération dans le secteur du transport routier. Une liste des catégories, types et niveaux de gravité des infractions graves qui, outre celles figurant à l'appendice 31-A-1-1 de l'annexe 31 de l'accord de commerce et de coopération, peuvent aboutir à la perte de l'honorabilité devrait donc être adoptée par une décision du comité spécialisé chargé du transport routier, conformément à la partie A, section 1, article 6, paragraphe 3, de l'annexe 31 de l'accord de commerce et de coopération.

(4) Il se peut que les cadres juridiques nationaux doivent être adaptés pour tenir compte de l'introduction des infractions graves supplémentaires contenues dans la présente décision. En outre, il convient de fixer une date d'application pour la présente décision afin de permettre à la Partie autre que la Partie d'établissement de convenir des modalités d'échange d'informations relatives aux infractions graves commises sur le territoire de la Partie autre que la Partie d'établissement conformément à l'article 14, paragraphe 5, de la partie A, section 1, de l'annexe 31 de l'accord de commerce et de coopération, et de mettre en place ces modalités. Par conséquent, la présente décision devrait s'appliquer à partir du 1er décembre 2025,

A ADOPTÉ LA PRÉSENTE DÉCISION:

[1] JO UE L 149 du 30.4.2021, p. 10, ELI: http://data.europa.eu/eli/agree_internation/2021/689(1)/oj.

*Article premier*

**Catégories, types et niveaux de gravité des infractions**

La présente décision établit la liste des catégories, types et niveaux de gravité des infractions graves aux règles de l'accord de commerce et de coopération concernant le transport routier de marchandises, telles qu'elles sont définies dans les annexes de la présente décision, qui, outre celles figurant à l'appendice 31-A-1-1 de l'annexe 31 de l'accord de commerce et de coopération, peuvent aboutir à la perte de l'honorabilité d'un transporteur routier.

*Article 2*

**Entrée en vigueur et application**

La présente décision entre en vigueur le jour suivant celui de son adoption.

Elle est applicable à partir du 1er décembre 2025.

Fait à …, le

*Par le comité spécialisé chargé du transport routier*

*Les coprésidents/Les coprésidentes*

*ANNEXE I*

Les tableaux ci-dessous contiennent les catégories et types d'infractions graves à l'annexe 31 de l'accord de commerce et de coopération, classées en trois niveaux de gravité en fonction du risque de décès ou de blessures graves et/ou de distorsion de la concurrence sur le marché du transport routier qu'elles peuvent représenter: infractions les plus graves (ILPG), infraction très grave (ITG), infraction grave (IG).

1) Groupes d'infractions à l'annexe 31, partie B, section 2, de l'accord de commerce et de coopération, sauf indication contraire

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Durées de conduite | | | | |
| 1. | Article 4, paragraphe 1, et appendice 31-A-1-1 | Dépassement de la durée de conduite journalière de 9 h, en l'absence d'autorisation d'étendre cette durée à 10 h | 10 h ≤ … < 11 h | | | X |
| 2. | | | 11 h ≤ … | | X | |
| 3. | | Dépassement, de 50 % ou plus, de la durée de conduite journalière de 9 h | 13 h 30 ≤ … | X | | |
| 4. | | Dépassement de la durée de conduite journalière de 10 heures, lorsqu'une extension est autorisée | 11 h ≤ … < 12 h | | | X |
| 5. | | | 12 h ≤ … | | X | |
| 6. | | Dépassement, de 50 % ou plus, de la durée de conduite journalière de 10 h | 15 h ≤ … | X | | |
| 7. | Article 4, paragraphe 2, et appendice 31-A-1-1 | Dépassement de la durée de conduite hebdomadaire | 60 h ≤ … < 65 h | | | X |
| 8. | | | 65 h ≤ … < 70 h | | X | |
| 9. | | Dépassement, de 25 % ou plus, de la durée de conduite hebdomadaire | 70 h ≤ … | X | | |
| 10. | Article 4, paragraphe 3, et appendice 31-A-1-1 | Dépassement de la durée de conduite totale maximale durant deux semaines consécutives | 100 h ≤ … < 105 h | | | X |
| 11. | | | 105 h ≤ … < 112 h 30 | | X | |
| 12. | | Dépassement, de 25 % ou plus, de la durée de conduite totale maximale durant deux semaines consécutives | 112 h 30 ≤ … | X | | |
| | | Temps de pause | | | | |
| 13. | Article 5 | Dépassement de la durée de conduite ininterrompue de quatre heures et demie avant la prise d'une pause | 5 h ≤ … < 6 h | | | X |
| 14. | | | 6 h ≤ … | | X | |

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Temps de repos | | | | |
| 15. | Article 6, paragraphe 2 | Temps de repos journalier inférieur à 11 h insuffisant, lorsqu'un temps de repos journalier réduit n'est pas autorisé | 8 h 30 ≤ … < 10 h | | | X |
| 16. | | | … < 8 h 30 | | X | |
| 17. | | Temps de repos journalier inférieur à 9 h insuffisant, lorsqu'un temps de repos journalier est autorisé | 7 h ≤ … < 8 h | | | X |
| 18. | | | … < 7h | | X | |
| 19. | | Temps de repos journalier scindé inférieur à 3 h + 9 h insuffisant | 3 h + [7 h ≤ … < 8 h] | | | X |
| 20. | | | 3 h ≤ … < 7 h | | X | |
| 21. | Article 6, paragraphe 5 | Temps de repos journalier inférieur à 9 h en cas de conduite en équipage insuffisant | 7 h ≤ … < 8 h | | | X |
| 22. | | | … < 7h | | X | |
| 23. | Article 6, paragraphe 6 | Temps de repos hebdomadaire réduit inférieur à 24 h insuffisant | 20 h ≤ … < 22 h | | | X |
| 24. | | | … < 20 h | | X | |
| 25. | | Temps de repos hebdomadaire inférieur à 45 h insuffisant, lorsqu'un temps de repos hebdomadaire réduit n'est pas autorisé | 36 h ≤ … < 42 h | | | X |
| 26. | | | … < 36 h | | X | |
| 27. | | Dépassement de 6 périodes consécutives de 24 h depuis le temps de repos hebdomadaire précédent | 3 h ≤ … < 12 h | | | X |
| 28. | | | 12 h ≤ … | | X | |
| 29. | Article 6, paragraphe 7 | Absence de repos compensateur pour deux temps de repos hebdomadaires réduits consécutifs | | | X | |
| 30. | Article 6, paragraphe 9 | Déroulement à bord d'un véhicule du temps de repos hebdomadaire normal ou de tout temps de repos hebdomadaire de plus de 45 heures | | | X | |
| 31. | | Absence de prise en charge par l'employeur des frais d'hébergement à l'extérieur du véhicule | | | | X |
| | | Organisation du travail | | | | |
| 32. | Article 6, paragraphe 10 | L'entreprise de transport n'organise pas le travail des conducteurs de telle sorte que ces derniers soient en mesure de retourner au centre opérationnel de l'employeur ou de retourner à leur lieu de résidence | | | X | |
| 33. | Article 7, paragraphe 1 | Existence d'un lien entre le salaire/la rémunération et la distance parcourue, la rapidité de la livraison et/ou le volume des marchandises transportées | | | X | |
| 34. | Article 7, paragraphe 2 | Organisation du travail du conducteur inexistante ou mauvaise, instructions au conducteur pour lui permettre de se conformer à la réglementation inexistantes ou mauvaises | | | X | |

2) Groupes d'infractions à l'annexe 31, partie B, section 4, et partie C, section 2, de l'accord de commerce et de coopération

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Installation du tachygraphe | | | |
| 1. | Partie C, section 2, articles 3 et 5, et appendice 31-A-1-1 | Absence d'installation et d'utilisation d'un tachygraphe homologué | X | | |
| | | Utilisation du tachygraphe, de la carte de conducteur ou de la feuille d'enregistrement | | | |
| 2. | Partie C, section 2, article 6, paragraphe 1 | Utilisation d'un tachygraphe qui n'a pas été inspecté par un atelier agréé | | X | |
| 3. | Partie B, section 4, article 3, et appendice 31-A-1-1 | Le conducteur est titulaire de plus d'une carte de conducteur et/ou utilise plus d'une carte de conducteur | | X | |
| 4. | | Conduite avec une carte de conducteur falsifiée (*assimilée à la conduite sans carte de conducteur*) | X | | |
| 5. | | Conduite avec une carte de conducteur dont le conducteur n'est pas le titulaire (*assimilée à la conduite sans carte de conducteur*) | X | | |
| 6. | | Conduite avec une carte de conducteur qui a été obtenue sur la base de fausses déclarations et/ou de documents falsifiés (*assimilée à la conduite sans carte de conducteur*) | X | | |
| 7. | Partie B, section 4, article 7, paragraphe 1, et partie C, section 2, article 15, paragraphe 1 | Tachygraphe ne fonctionnant pas correctement (*ex.: tachygraphe qui n'a pas été correctement inspecté, étalonné et scellé*) | | X | |
| 8. | | Utilisation incorrecte du tachygraphe (*ex.: utilisation abusive délibérée, volontaire ou imposée, manque d'instructions sur l'utilisation correcte, etc.*) | | X | |
| 9. | Partie B, section 4, article 7, paragraphe 2, et appendice 31-A-1-1 | Présence dans le véhicule et/ou utilisation d'un dispositif frauduleux susceptible de modifier les enregistrements du tachygraphe | X | | |
| 10. | | Falsification, dissimulation, suppression ou destruction de données portées sur les feuilles d'enregistrement ou stockées et téléchargées du tachygraphe et/ou de la carte de conducteur | X | | |
| 11. | Partie C, section 2, article 15, paragraphe 2 | Non-conservation, par l'entreprise, des feuilles d'enregistrement, sorties imprimées et données téléchargées | | X | |
| 12. | | Données enregistrées et stockées non disponibles pendant au moins un an | | X | |

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 13. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 1 | Utilisation incorrecte des feuilles d'enregistrement/de la carte de conducteur | | X | |
| 14. | | Retrait non autorisé de feuilles d'enregistrement ou d'une carte de conducteur affectant l'enregistrement des données pertinentes | | X | |
| 15. | | Feuille d'enregistrement ou carte de conducteur utilisée pour couvrir une période plus longue que celle pour laquelle elle est conçue, avec perte de données | | X | |
| 16. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 2 | Utilisation de feuilles d'enregistrement ou de cartes de conducteur souillées ou endommagées et données illisibles | | X | |
| 17. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 3 | Pas de saisie manuelle alors qu'elle est requise | | X | |
| 18. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 4 | Utilisation d'une mauvaise feuille d'enregistrement ou carte de conducteur dans le mauvais lecteur (conduite en équipage) | | | X |
| 19. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 5 | Mauvaise utilisation du dispositif de commutation | | X | |
| | | Présentation de documents | | | |
| 20. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 5, point b) v) | Utilisation incorrecte ou non-utilisation des signes «ferry/train» | | | X |
| 21. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 6 | Absence des informations requises sur la feuille d'enregistrement | | X | |
| 22. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 7 | Absence dans les enregistrements du symbole des pays dont les frontières ont été franchies par le conducteur au cours de la période de travail journalière | | | X |
| 23. | Partie B, section 4, article 6, paragraphe 7 | Absence dans les enregistrements du symbole des pays dans lesquels la période de travail journalière du conducteur a commencé et s'est achevée | | | X |
| 24. | Partie B, section 4, article 10 | Refus d'être contrôlé | | X | |
| 25. | | Incapacité de présenter les informations enregistrées manuellement et imprimées pendant la journée en cours et pendant les 56 jours précédents | | X | |
| 26. | | Incapacité de présenter une carte de conducteur, si le conducteur est titulaire d'une telle carte | | X | |
| | | Mauvais fonctionnement | | | |
| 27. | Partie C, section 2, article 16, paragraphe 1, et article 5, paragraphe 1 | Tachygraphe non réparé par un installateur ou un atelier agréé | | X | |

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 28. | Partie B, section 4, article 11 | Non-report, par le conducteur, de toutes les indications requises relatives aux différentes périodes dans la mesure où celles-ci ne sont plus enregistrées durant la période de panne ou de défaillance du tachygraphe | | X | |

3) Groupes d'infractions à l'annexe 31, partie B, section 3, de l'accord de commerce et de coopération

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Durée maximale hebdomadaire de travail | | | | |
| 1. | Article 3 | Dépassement de la durée maximale hebdomadaire de travail de 48 h si les possibilités d'étendre cette durée à 60 h ont déjà été utilisées | 56 h ≤ … < 60 h | | | X |
| 2. | | | 60 h ≤ … | | X | |
| 3. | | Dépassement de la durée maximale hebdomadaire de travail de 60 h en l'absence de dérogation octroyée au titre de l'article 7 | 65 h ≤ … < 70 h | | | X |
| 4. | | | 70 h ≤ … | | X | |
| | | Temps de pause | | | | |
| 5. | Article 4 | Pause obligatoire prise insuffisante, lorsque la durée de travail est comprise entre 6 et 9 heures | 10 min < … ≤ 20 min | | | X |
| 6. | | | … ≤ 10 min | | X | |
| 7. | | Pause obligatoire prise insuffisante, lorsque la durée de travail est supérieure à 9 heures | 20 min < … ≤ 30 min | | | X |
| 8. | | | … ≤ 20 min | | X | |
| | | Travail de nuit | | | | |
| 9. | Article 6 | Temps de travail quotidien pour chaque période de 24 heures si du travail de nuit est effectué, en l'absence de dérogation octroyée au titre de l'article 7 | 11 h ≤ … < 13 h | | | X |
| 10. | | | 13 h ≤ … | | X | |
| | | Registres | | | | |
| 11. | Article 8 | Falsification, par un employeur, des registres des temps de travail ou refus de sa part de remettre les registres à un agent de contrôle | | | X | |
| 12. | | Falsification des registres par un conducteur employé/indépendant, ou refus de sa part de remettre les registres à un agent de contrôle | | | X | |

4) Groupes d'infractions à l'annexe 31, partie C, section 1, de l'accord de commerce et de coopération

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Poids | | | | |
| 1. | Article 1er et appendice 31-A-1-1 | Dépassement du poids maximal autorisé pour les véhicules de catégorie N3 | 5 % ≤ … < 10 % | | | X |
| 2. | | | 10 % ≤ … < 20 % | | X | |
| 3. | | | 20 % ≤ … | X | | |
| 4. | | Dépassement du poids maximal autorisé pour les véhicules de catégorie N2 | 5 % ≤ … < 15 % | | | X |
| 5. | | | 15 % ≤ … < 25 % | | X | |
| 6. | | | 25 % ≤ … | X | | |
| | | Longueur | | | | |
| 7. | Article 1er | Dépassement de la longueur maximale autorisée | 2 % < … < 20 % | | | X |
| 8. | | | 20 % ≤ … | | X | |
| | | Largeur | | | | |
| 9. | Article 1er | Dépassement de la largeur maximale autorisée | 2,65 mètres ≤ … < 3,10 mètres | | | X |
| 10. | | | 3,10 mètres ≤ … | | X | |

5) Groupes d'infractions aux règles relatives au contrôle technique routier

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Contrôle technique | | | |
| 1. | Annexe 31, partie A, section 1, article 6, paragraphe 1, point b) iv), et appendice 31-A-1-1 | Conduite sans preuve valable de réussite du contrôle technique, telle que requise par la législation de l'Union européenne et la législation du Royaume-Uni | X | | |
| 2. | | Défaut de maintien d'un véhicule en condition de sécurité et d'aptitude technique à circuler, entraînant une défaillance très grave du système de freinage, du système de direction, des roues/pneus, de la suspension ou du châssis ou de tout autre équipement qui présenterait un risque immédiat pour la sécurité routière tel que cela doit donner lieu à une décision d'immobilisation du véhicule | X | | |

6) Groupes d'infractions aux règles relatives aux limiteurs de vitesse

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 1. | Annexe 31, partie A, section 1, article 6, paragraphe 1, point b) vii) | Limiteur de vitesse non installé | X | | |
| 2. | | Limiteur de vitesse non conforme aux exigences techniques applicables | | X | |
| 3. | | Limiteur de vitesse non installé par un atelier agréé | | | X |
| 4. | | Présence et/ou utilisation d'un dispositif frauduleux susceptible de falsifier les données du limiteur de vitesse, ou présence et/ou utilisation d'un limiteur de vitesse frauduleux | X | | |

7) Groupes d'infractions à l'annexe 31, partie B, section 1, de l'accord de commerce et de coopération

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Formation et licence | | | |
| 1. | Article 3 | Transport de marchandises sans obligation de qualification initiale et/ou obligation de formation continue | | X | |
| 2. | Article 9 et appendice 31-B-1-2 | Incapacité du conducteur de présenter une carte de qualification valable ou un permis de conduire muni du marquage requis par la législation nationale (ex.: document égaré, oublié, endommagé, illisible) | | | X |

8) Groupes d'infractions aux exigences en matière de permis de conduire

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 1. | Annexe 31, partie A, section 1, article 6, paragraphe 1, point b) viii), et appendice 31-A-1-1 | Transport de marchandises sans permis de conduire valable | X | | |
| 2. | | Utilisation d'un permis de conduire endommagé, illisible ou non conforme au modèle commun | | | X |

9) Groupes d'infractions aux règles relatives au transport de marchandises dangereuses par route

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 1. | Annexe 31, partie A, section 1, article 6, paragraphe 1, point b) vi), et appendice 31-A-1-1 | Transport de marchandises dangereuses interdites au transport | X | | |
| 2. | | Transport de marchandises dangereuses avec un moyen de confinement interdit ou non agréé, ce qui représente un danger pour les vies humaines et l'environnement dans une mesure telle que cela doit donner lieu à une décision d'immobilisation du véhicule | X | | |
| 3. | | Transport de marchandises dangereuses sans qu'il soit précisé sur le véhicule qu'il transporte des marchandises dangereuses, ce qui représente un danger pour les vies humaines et l'environnement dans une mesure telle que cela doit donner lieu à une décision d'immobilisation du véhicule | X | | |
| 4. | | Fuite de substances dangereuses | | X | |
| 5. | | Transport en vrac dans un conteneur qui n'est pas structurellement en bon état | | X | |
| 6. | | Transport dans un véhicule dépourvu d'un certificat d'agrément | | X | |
| 7. | | Le véhicule n'est plus conforme aux normes d'agrément et présente un danger immédiat | | X | |
| 8. | | Non-respect des règles régissant la fixation et l'arrimage du chargement | | X | |
| 9. | | Non-respect des règles régissant le chargement en commun de colis | | X | |
| 10. | | Non-respect des dispositions limitant les quantités transportées par unité de transport, y compris des degrés de remplissage autorisés des citernes ou des colis | | X | |
| 11. | | Absence d'informations relatives à la substance transportée permettant de déterminer le niveau de gravité de l'infraction (*ex.: numéro ONU, désignation officielle de transport, groupe d'emballage*) | | X | |
| 12. | | Le conducteur ne détient pas de certificat de formation professionnelle en cours de validité | | X | |
| 13. | | Utilisation de feu ou d'ampoules à nu | | X | |
| 14. | | Non-respect de l'interdiction de fumer | | X | |

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 15. | | Le véhicule n'est pas convenablement surveillé ou garé | | | X |
| 16. | | L'unité de transport est composée de plus d'une remorque/semi-remorque | | | X |
| 17. | | Le véhicule n'est plus conforme aux normes d'agrément sans toutefois présenter un danger immédiat | | | X |
| 18. | | Le véhicule ne transporte pas d'extincteurs d'incendie en état de fonctionner tels que prescrits | | | X |
| 19. | | Le véhicule ne transporte pas les équipements prescrits dans l'ADR ou dans les consignes écrites | | | X |
| 20. | | Transport d'emballages contenant des colis, des GRV et de grands emballages endommagés, ou d'emballages vides, non nettoyés et endommagés | | | X |
| 21. | | Transport de marchandises en colis dans un conteneur qui n'est pas dans un bon état structurel | | | X |
| 22. | | Des citernes ou des wagons-citernes (y compris vides et non nettoyés) n'ont pas été fermés convenablement | | | X |
| 23. | | Étiquetage, marquage ou placardage incorrect sur le véhicule et/ou le confinement | | | X |
| 24. | | Absence de consignes écrites conformes à l'ADR, ou présence de consignes écrites non pertinentes pour les marchandises transportées | | | X |

10) Groupes d'infractions au titre I, rubrique trois, deuxième partie, de l'accord de commerce et de coopération, sauf indication contraire

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Licence | | | |
| 1. | Article 463, paragraphe 1, et appendice 31-A-1-1 | Transport de marchandises sans licence valable (licence inexistante, falsifiée, retirée, périmée, etc.) | X | | |
| 2. | Article 463, paragraphe 3 | Incapacité de l'entreprise de transport ou du conducteur à présenter à l'agent de contrôle une licence valable ou une copie certifiée conforme valable de celle-ci (licence ou copie certifiée conforme égarée, oubliée, endommagée, etc.) | | X | |

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| | | Attestation de conducteur | | | |
| 3. | Annexe 31, partie A, section 1, article 6, paragraphe 1, point b) v) | Transport de marchandises sans attestation de conducteur valable (attestation de conducteur inexistante, falsifiée, retirée, périmée, etc.) | | X | |
| 4. | Annexe 31, partie A, section 1, article 6, paragraphe 1, point b) v) | Incapacité du conducteur ou de l'entreprise de transport routier de marchandises à présenter à l'agent de contrôle une attestation de conducteur valable, ou une copie certifiée conforme valable de celle-ci (attestation de conducteur ou copie certifiée conforme égarée, oubliée, endommagée, etc.) | | | X |
| | | Opérations de transport spécifiques autorisées au titre de l'accord de commerce et de coopération | | | |
| 5. | Article 462, paragraphes 3 à 7 | Exécution d'un transport de cabotage ou d'autres opérations de transport non conformes aux dispositions législatives, réglementaires et administratives, y compris les limitations du nombre de trajets, en vigueur dans la Partie hôte. | | X | |

11) Groupes d'infractions aux règles relatives au transport d'animaux

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 1. | Annexe 31, partie A, section 1, article 6, paragraphe 1, point b) x) | Les séparations ne sont pas suffisamment solides pour supporter le poids des animaux | | X | |
| 2. | | Utilisation de rampes de chargement ou de déchargement dont les surfaces sont glissantes, qui ne disposent pas de protections latérales ou dont la pente est trop forte | | | X |
| 3. | | Utilisation de plateformes de levage ou d'étages supérieurs ne disposant pas de barrières de sécurité empêchant les animaux de tomber ou de s'échapper lors des opérations de chargement et de déchargement | | | X |
| 4. | | Moyen de transport non agréé pour les longs trajets ou non agréé pour le type d'animaux transportés | | | X |
| 5. | | Transport sans documentation requise, carnet de route, autorisation de transporteur ou attestation de compétence en cours de validité | | | X |

12) Groupes d'infractions aux lois applicables aux obligations contractuelles

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 1. | Annexe 31, partie A, section 1, article 6, paragraphe 1, point b) xii) | Violation de la loi applicable aux obligations contractuelles | | X | |

13) Groupes d'infractions à l'annexe 31, partie A, section 2, de l'accord de commerce et de coopération

| | BASE JURIDIQUE | TYPE D'INFRACTION | NIVEAU DE GRAVITÉ | | |
|---|---|---|---|---|---|
| | | | ILPG | ITG | IG |
| 1. | Article 6, paragraphe 1, point a) | Non-exhaustivité des informations inscrites dans la déclaration de détachement | | | X |
| 2. | | Absence de présentation d'une déclaration de détachement au pays ([1]) dans lequel le conducteur est détaché au plus tard au début du détachement | | X | |
| 3. | Article 6, paragraphe 1, point b) | Déclaration de détachement falsifiée pour les conducteurs | | X | |
| 4. | | Impossibilité pour le conducteur de présenter une déclaration de détachement valable | | X | |
| 5. | | Absence de mise à disposition du conducteur d'une déclaration de détachement valable | | X | |
| 6. | Article 6, paragraphe 1, deuxième alinéa | Absence de présentation des documents demandés aux autorités compétentes du pays hôte ([1]) au plus tard huit semaines à compter de la date de la demande L'article 6, paragraphe 1, point c), précise les types de documents à fournir | | X | |
| 7. | Article 6, paragraphe 4 | Non-respect de l'obligation faite au transporteur de tenir à jour les déclarations de détachement dans l'interface publique connectée à l'IMI | | | X |

([1]) On entend par «pays» un État membre de l'Union européenne pour l'Union européenne, et le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord pour le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

*ANNEXE II*

Niveaux de gravité des infractions graves

1) Les niveaux de gravité des infractions sont les suivants: infraction grave (IG), infraction très grave (ITG) et infractions les plus graves (ILPG).

2) Les infractions graves et très graves, lorsqu'elles sont commises à plusieurs reprises par le même transporteur, sont considérées comme plus graves par les autorités compétentes de la Partie d'établissement. Lors du calcul de la fréquence d'occurrence d'infractions répétées, les autorités compétentes de la Partie d'établissement tiennent compte des éléments suivants:

   — la gravité des infractions (IG ou ITG);

   — la période (au moins une année glissante à compter de la date d'un contrôle);

   — le nombre de véhicules affectés aux activités de transport dont le gestionnaire de transport assure la gestion (moyenne annuelle).

3) Compte tenu du risque que les infractions graves peuvent représenter pour la sécurité routière, la fréquence maximale d'occurrence au-delà de laquelle ces infractions sont considérées comme plus graves est établie comme suit:

   — 3 IG par véhicule et par an = 1 ITG;

   — 3 ITG par véhicule et par an = ouverture d'une procédure nationale d'appréciation de l'honorabilité.

4) Le nombre d'infractions relevées par véhicule et par an est un chiffre moyen calculé en divisant le nombre total de toutes les infractions du même niveau de gravité (IG ou ITG) par le nombre moyen de véhicules utilisés au cours de l'année. La formule de la fréquence prévoit un seuil maximal pour l'occurrence des infractions graves au-delà duquel elles sont considérées comme plus graves. Les autorités compétentes des Parties peuvent fixer des seuils plus rigoureux, selon les modalités prévues dans leur procédure administrative nationale d'appréciation de l'honorabilité.